

**RENCONTRES DU MARCHE DES TITRES PUBLICS
ORGANISEES PAR L'AGENCE UMOA TITRES**

PRESENTATION AUX INVESTISSEURS

DAKAR 24,25 ET 26 JANVIER 2023

**PROFIL SOCIO - POLITIQUE, SITUATION ET PERSPECTIVES
MACROECONOMIQUES, INVESTISSEMENTS DANS L'ENERGIE
ET CROISSANCE, STRATEGIE DE FINANCEMENT**

MONSIEUR BABACAR CISSE

DIRECTEUR DE LA DETTE PUBLIQUE

MONSIEUR ALIOUNE DIOUF

CHEF DE LA DIVISION DES ETUDES ECONOMIQUES ET DES STATISTIQUES

**A LA DIRECTION GENERALE DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE ET DU TRESOR**

PLAN DU RAPPORT

- I. BREF APPERCU SUR LE SENEGAL: PROFIL SOCIO-POLITIQUE, ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET ECONOMIQUES**
- II. SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES (2023 -2024)**
- III. INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE: CONTRIBUTION A LA CROISSANCE**
- IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES D'ENDETTEMENT DANS UN CONTEXTE DE MISE EN ŒUVRE DU PAP2A**
PLAN DE FINANCEMENT 2023: FOCUS SUR LE MARCHÉ INTERIEUR



**I. I- BREF APPERCU SUR LE SENEGAL PROFIL SOCIO-POLITIQUE,
ASPECTS INSTITUTIONNELS, DE GOUVERNANCE ET
ECONOMIQUES**



Superficie: 196.722 km²

Population/indicateurs sociaux:

- Population jeune (41% a moins de 15 ans) de 17,2 millions (estim.2021) avec un croît démographique de 2,9% (doublement tous les 24 ans);
- Espérance de vie: 67,4 ans;
- Population urbaine 47,4%, (2021); 23% en 1960
- PIB per capita : 1600,67 USD (en 2021);
- IDH: 168^{ème} /189 pays

Longue tradition de stabilité et d'ouverture politique.

démocratie majeure, avec des institutions fortes et des transitions politiques apaisées.

Relations extérieures solides de bon voisinage diplomatie et coopération actives; participation à de nombreuses opérations de maintien de la paix .

Indices/Notation: Transparency 36^e mondial et 3^e Afrique, Mo Ibrahim 12^e sur 53 pays africains/ Ba3 stable (Moody's) B+ Stable (S&P)

Economie à dominante tertiaire

(50,7% de contribution au PIB)3+; secondaire 22,8% ;primaire 16,6%; APU 9,8%;

Résilience renforcée par le PAP2A du **Plan Sénégal Emergent horizon 2035**

Bonne dynamique de croissance

(cinq années successives de croissance supérieure à 6% quoique sous l'effet de la COVID la croissance a régressé en 2020 à 1,3%)

1.

2.

3.

5.



4.

Gestion des finances publiques:

* Programmes Economiques et Financiers appuyé par l'ISPE, puis de l'ICPE, caractérisés par

- effort soutenu de mobilisation des recettes internes, (SRMT: renforcement interactions et modernisation administrations fiscale et douanière)
- poursuite de la mise en œuvre des projets d'investissement du PSE
- et réduction progressive des charges de fonctionnement.

* **gestion prudente de la dette**, pour préserver les marges disponibles, même si élargissement champ passé de faible à modéré.

Secteur monétaire et financier avec

- stabilité monétaire (appartenance à la zone franc XOF avec une politique monétaire centrée sur la lutte contre l'inflation)
- et un système bancaire et financier bien capitalisé et résilient.

Comptes extérieurs évoluant, globalement, de façon positive; grâce aux envois soutenus de fonds et aux flux d'IDE en progression, bien qu'efforts d'atténuation du déficit commercial doivent davantage être consolidés,



II- SITUATION MACRO-ÉCONOMIQUE RECENTE ET PERSPECTIVES

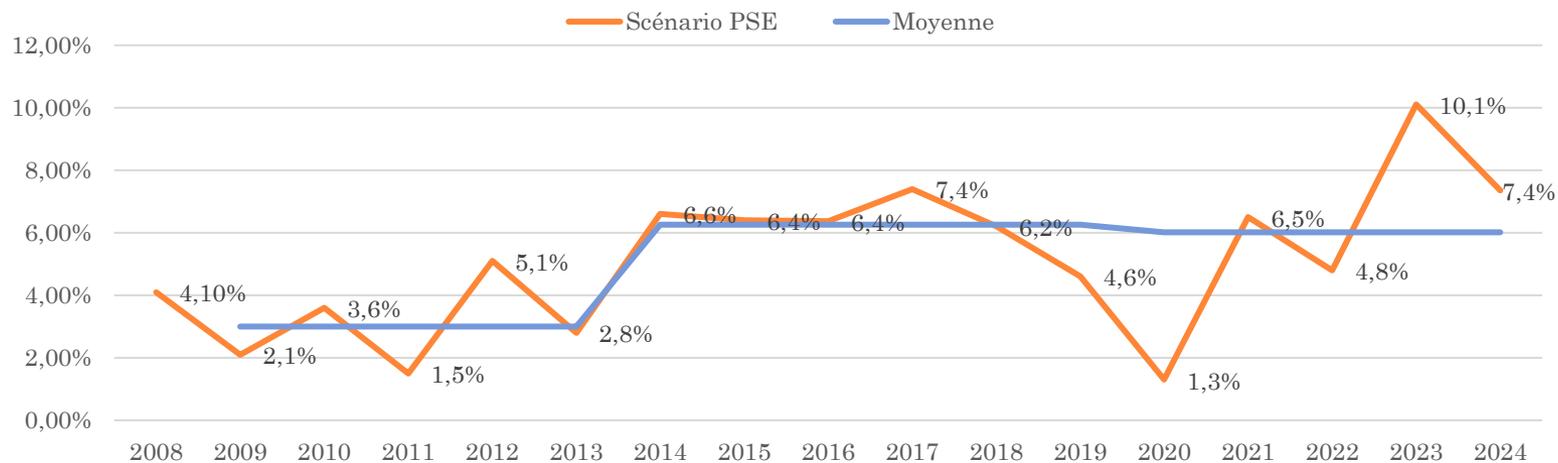
UNE TRAJECTOIRE DE CROISSANCE SOUTENUE DURABLE...

Contributions moyennes	Période 2008-2013		Période 2014-2022	
	% PIB	% taux croissance	% PIB	% taux croissance
Secteur primaire	14,20%	13,90%	14,6%	73,5%
Secteur secondaire	20,90%	22,50%	23,4%	52,2%
Secteur tertiaire	46,20%	45,60%	51,6%	44,6%
APU	18,70%	18,00%	10,4%	62,9%

	Contribution à la croissance moyenne		
	Période 2009-2013	Période 2014-2022	Variation
	Répartition	Répartition	
Secteur primaire	0,40%	1,04%	0,64
Secteur secondaire	0,60%	1,26%	0,66
Secteur tertiaire	1,40%	2,43%	1,03
APU	0,60%	0,66%	0,06
PIB	3,00%	5,38%	2,38

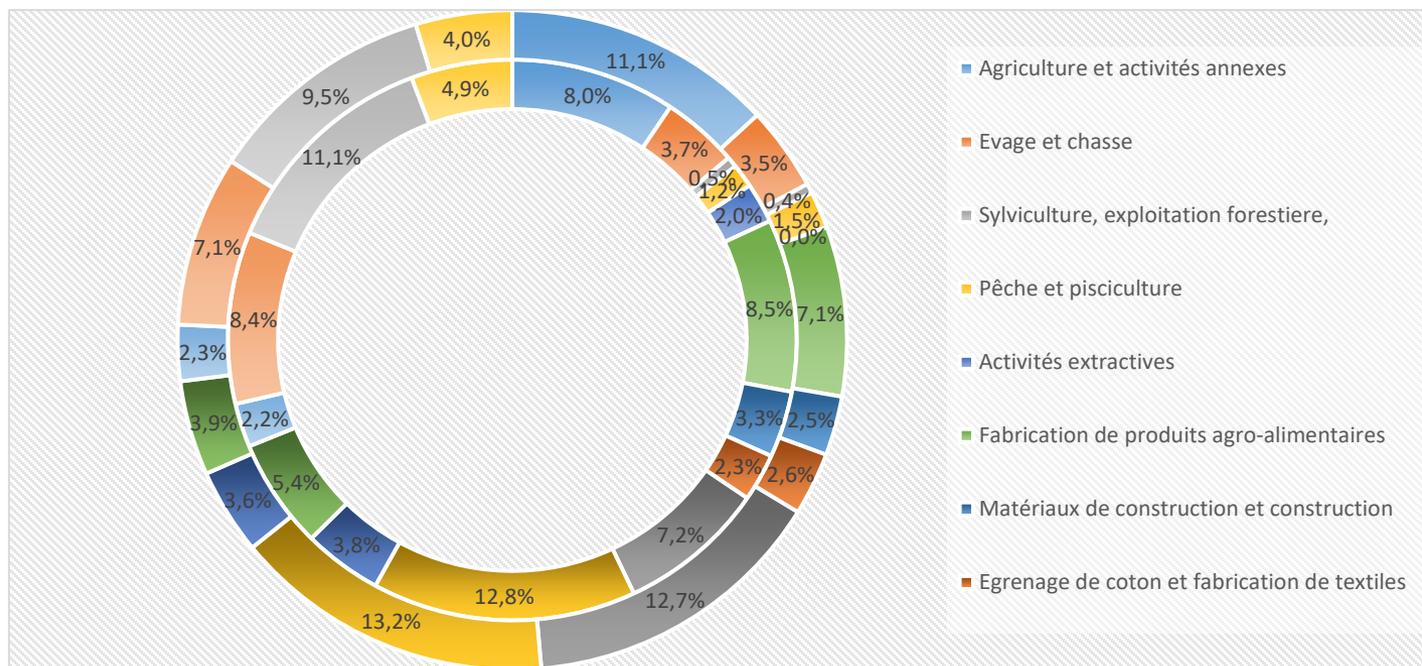
Rehaussement durable de la trajectoire de croissance du pays :

Depuis la mise en œuvre du Plan Sénégal Emergent, en 2014, l'économie sénégalaise s'est inscrite sur un nouveau sentier de croissance au cours des dernières années. L'activité économique se maintient sur **une bonne dynamique de croissance excepté l'année 2020 avec l'avènement du COVID 19**



SOUTENUE PAR UNE ECONOMIE DYNAMIQUE, PLUS DIVERSIFIEE ET RESILIENTE

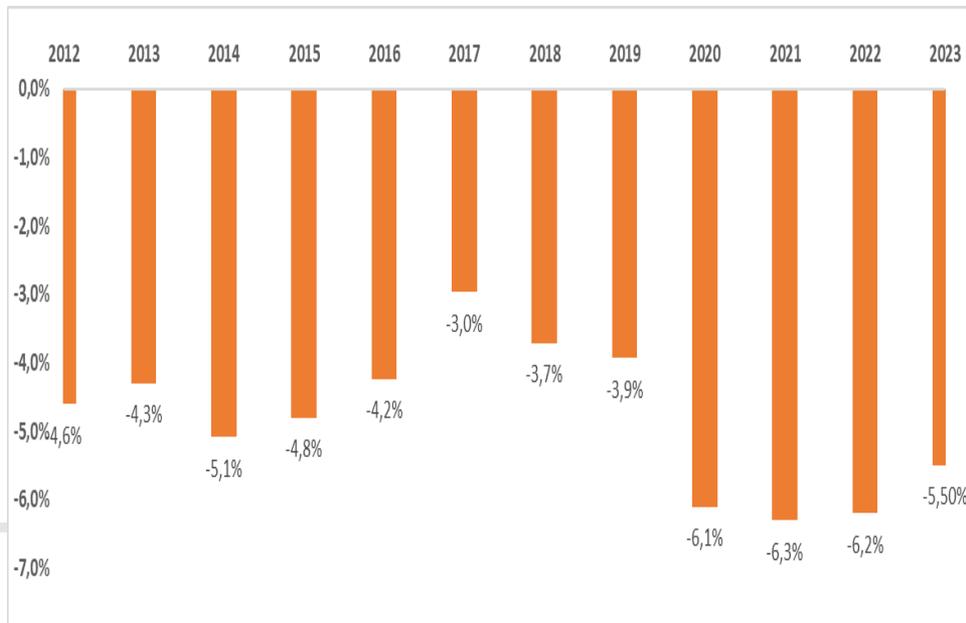
Le Sénégal présente l'avantage d'une ***croissance diversifiée*** portée par tous les secteurs quoique dominés par les secteurs tertiaires et primaire



Economie assez bien diversifiée (aucune branche d'activité ne représentant plus de 15%). **prédominance du secteur tertiaire atténuée par une progression sensible du secteur secondaire**

DES FINANCES PUBLIQUES SENSIBLES AUX MESURES DE LUTTE CONTRE LA COVID 19

Solde budgétaire (% du PIB)



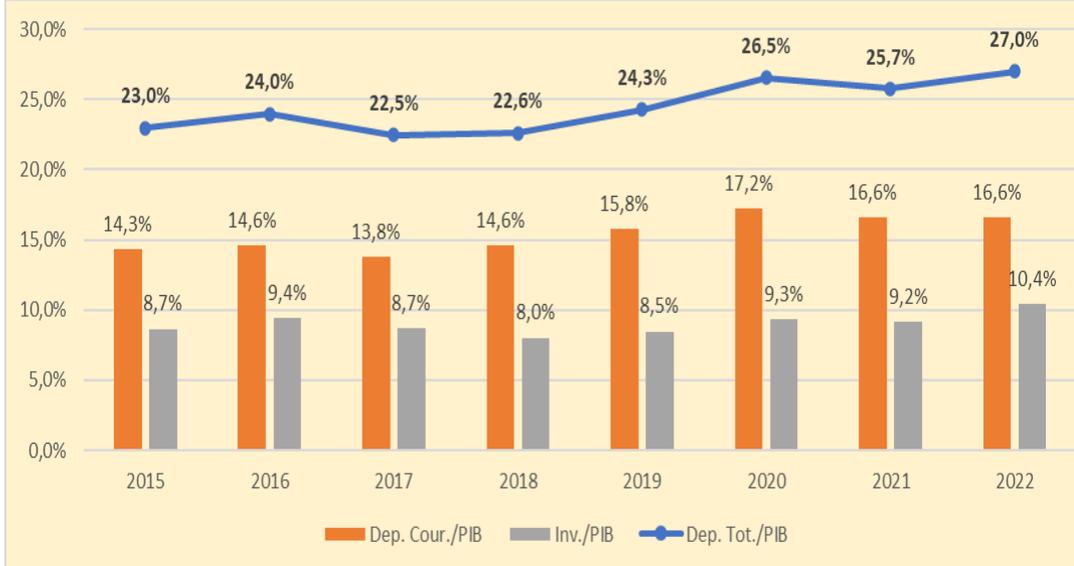
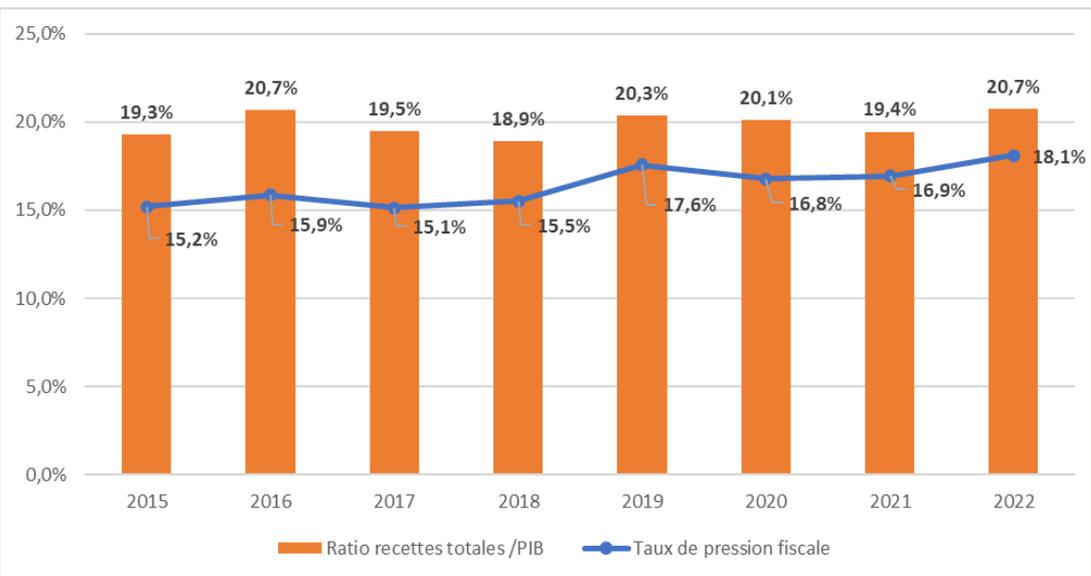
Gestion budgétaire marquée, en 2022, par:

- poursuite de la relance économique, avec le renforcement des investissements et la progression des subventions;
- mobilisation des ressources en hausse de 17,4% tirée notamment par les impôts directs
- Accroissement des dépenses globalement de 15,5%;
- déficit budgétaire, dons compris, à 6,2% du PIB

Gestion budgétaire à court et moyen terme sur la période 2023-2025:

- défis majeurs en termes de mobilisation des ressources budgétaires internes devant croître sensiblement grâce à la consolidation du rythme de croissance économique, à la faveur des ambitieux programmes de développement économique;
- maîtrise du déficit budgétaire, conformément au pacte communautaire et aux engagements souscrits au niveau du programme économique et financier ICPE conclu avec le FMI. Au total, il est projeté une baisse progressive du déficit à 5,5% dès 2023 et 3% à partir de 2024, après un niveau de 6,2% en 2022.

...GRACE A LA BONNE TENUE DES RECETTES ET A L'AMELIORATION DE LA QUALITE DES DEPENSES

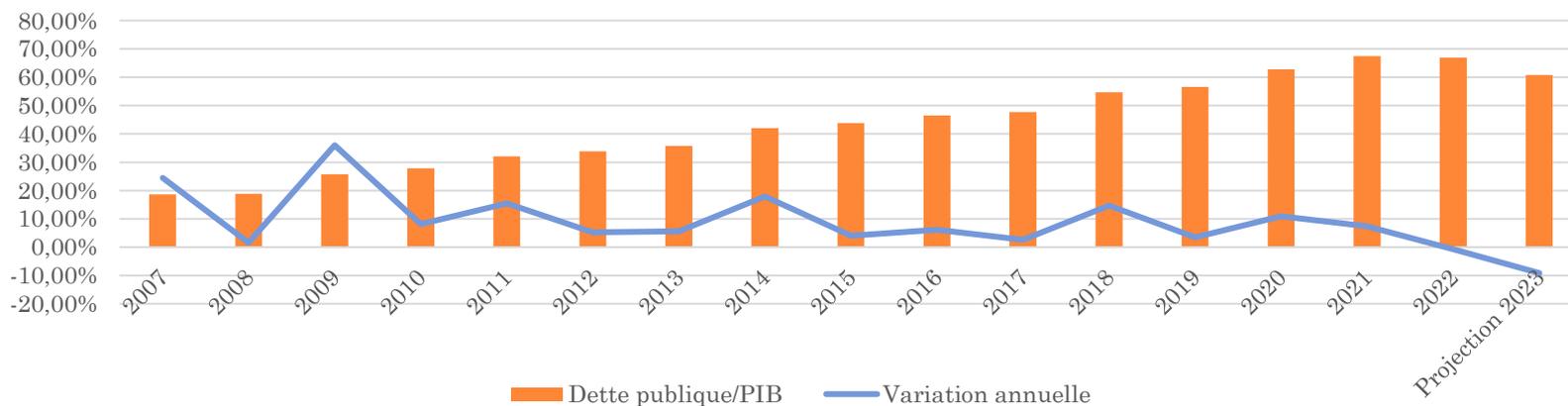


- Maintien d'un effort soutenu en terme de mobilisation des recettes internes avec la poursuite de hausse du taux de pression fiscale en 2022 à 18,1% après une 16,8% en 2020 et 16,9% en 2021.
- En perspective, la pression fiscale est attendu à 20,4% à l'horizon 2024 à la faveur de la SRMT. sur la période 2023 – 2026, elle serait de 19,5% (presque égale à la norme communautaire).
- Amélioration de la qualité des dépenses. hausse des dépenses d'investissements en pourcentage du PIB en 2022 par rapport à 2021

....ET (2) AVEC UN ENDETTEMENT QUI DEMEURE SOUTENABLE

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Proje on 2023
Dette publique/PIB	18,60%	18,90%	25,70%	27,80%	32,10%	33,80%	35,70%	42,10%	43,80%	46,50%	47,70%	54,70%	56,60%	62,80%	67,42%	66,93%	60,80%
Variation annuelle	24,50%	1,61%	35,98%	8,17%	15,47%	5,30%	5,62%	17,93%	4,04%	6,16%	2,58%	14,68%	3,47%	10,95%	7,36%	-0,73%	-9,16%

Evolution de l'encours de la dette



- En soutien aux investissements publics massifs entamés depuis 2014, la dette publique continue à progresser
- ...toutefois, à un rythme moyen moins accéléré que sur la période quinquennale précédente 2007-2013
- En perspective, le ratio de l'encours de la dette/PIB devrait commencer à baisser à partir de 2023, en raison notamment de la maîtrise accrue du déficit budgétaire (l'exploitation des ressources pétrolières et gazières et impact positif de la mise en œuvre de la SRMT) et de l'amélioration de la stratégie d'endettement.

... BIEN QUE SES SOURCES SOIENT DE PLUS EN PLUS COMMERCIALES ET EXTERNES

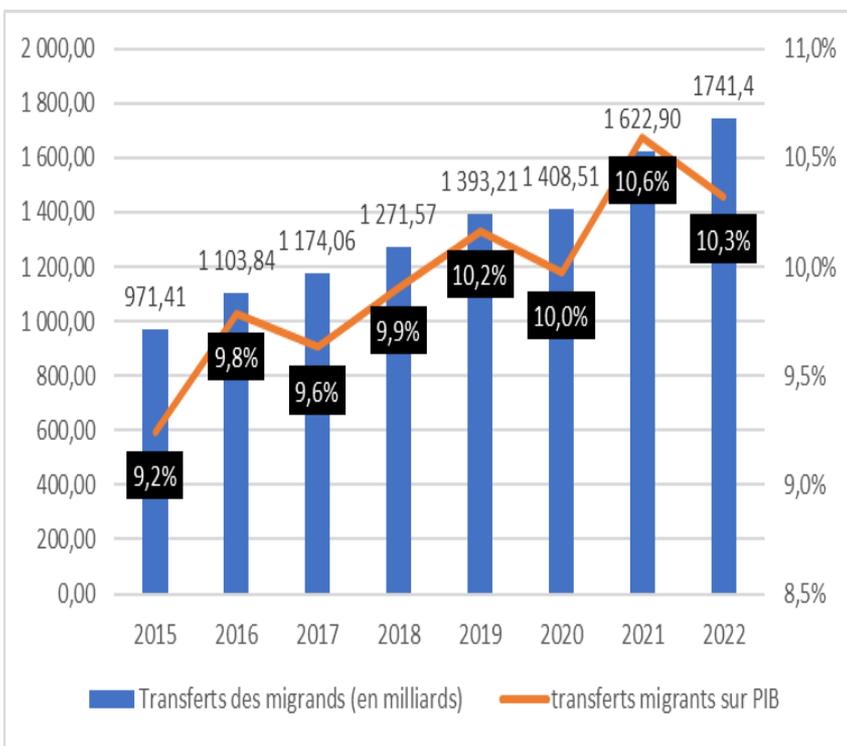
- La part de la dette externe (y compris FMI et BOAD) est progressée de 12,99% points passant de 69% à fin 2013 à 82% à fin 2022.
- La part de la dette contractée à des conditions commerciales passe de 38% à 43%

... ET QUE LE RISQUE DE SURENDETTEMENT SOIT DEVENU MODERE AVEC L'ELARGISSEMENT DU CHAMP DE LA DETTE

Ce qui justifie la politique d'endettement prudente ainsi que le recours plus accru à la dette libellée en FCFA pour éviter de dégrader d'avantage le profil de viabilité de la dette

		2022	2023	2024	2025	2026	2027
AVD extérieure							
Indicateurs de viabilité de la dette extérieure	Seuils						
VA ² de la dette extérieure CGE ³ /PIB	55%	46,1%	45,5%	43,5%	41,4%	38,7%	36,5%
VA de la dette extérieure CGE/exportations	240%	187,2%	191,2%	155,0%	162,5%	165,6%	168,2%
Ratio de service de la dette CGE/exportations	21%	11,2%	18,5%	14,1%	16,6%	20,5%	20,0%
Ratio de service de la dette CGE/recettes	23%	15,3%	15,6%	13,7%	14,3%	16,9%	15,5%
AVD publique							
Dette publique totale/PIB nominal		75,3%	74,9%	71,5%	69,9%	68,9%	68,5%
VA de la dette Administration centrale du secteur public	70%	66,7%	64,5%	63,3%	61,0%	58,9%	56,9%

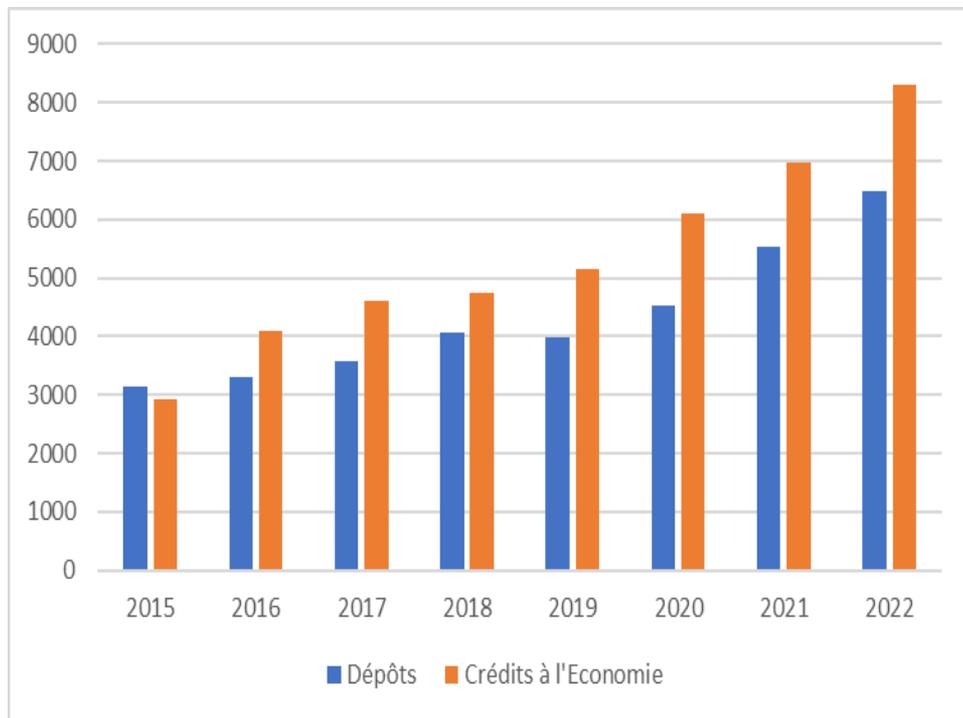
COMPTES EXTERIEURS: LE COMPTE COURANT ENCORE VULNERABLE



Comptes extérieurs , en 2022

- dégradation du déficit du compte courant de 612,5 milliards,
- Déficit du solde global de la balance des paiements de 88,5 milliards
- ★ Soutien appréciable des transferts de fonds des travailleurs émigrés, atténuant sensiblement le solde courant
- ★ En 2023, la situation des échanges avec le reste du monde se traduirait par
- un déficit du compte des transactions courantes plus atténué en 2023 (11,5% du PIB) qu'en 2022 (15,7% du PIB)
- Mais un compte de capital qui se renforcerait de 23,2 milliards en s'établissant à 240,6 milliards en 2023.

SITUATION MONETAIRE: MASSE MONETAIRE ET CREDIT EN EXPANSION



- ★ La masse monétaire progresse (+17% en 2022; +2% par rapport à 2021), notamment avec la progression des avoirs extérieurs nets et des dépôts.
- ★ Les crédits au secteur privé connaissent une expansion appréciable (+12,6% en 2022 et +11,2% en moyenne depuis 2015).
- ★ L'inflation, mesurée par le déflateur du PIB, est projetée en baisse et devrait s'établir à 2,3% en 2023 contre une prévision de 5,1% en 2022;

- Les banques sont bien capitalisées en termes de ratio d'adéquation des fonds propres (CAR) [ratio de solvabilité]
- Les créances improductives sont maîtrisées . Le ratio des prêts improductifs sur le total des prêts se situe en moyenne à 7,4% sur la période 2013 – 2019, et les stress tests de solvabilité ont montré que les banques sont en mesure de supporter des chocs exogènes.

III. INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ENERGIE: CONTRIBUTION A LA CROISSANCE

SECTEUR DE L'ÉNERGIE: CONTEXTE ET CADRE DE GOUVERNANCE

PSE/Energie: secteur parmi les « fondements de l'Émergence » visant à garantir un accès large et fiable à une énergie à bon marché à l'horizon 2035.

Stratégie du pays déclinée dans la Lettre de Politique de Développement du Secteur de l'Énergie (LPDSE 2019- 2023)/Principaux objectifs :

- * assurer un approvisionnement sécurisé du pays en énergie suffisante et en qualité, compétitive, abordable et peu polluante ;
- * développer l'accès à l'électricité à moindre coût avec une qualité et une continuité de service ;
- * renforcer l'accès des populations aux combustibles modernes; et
- * renforcer la gouvernance, la régulation, le financement et le suivi-évaluation du secteur.

Réforme du cadre légal et institutionnel

- * nouveau Code de l'Électricité à travers la loi n°2021-31 du 9 juillet 2021 ; approvisionnement en énergie électrique au moindre coût avec introduction du gaz dans le mix énergétique.
- * loi n°2021-32 du 9 juillet 2021 portant création, attribution et organisation de la Commission de régulation du secteur de l'Énergie (CRSE): règles et pratiques plus favorables à l'investissement privé; élargissement missions aux activités aval des hydrocarbures et intermédiaire et aval gazier; renforcement rôle, pouvoirs de contrôle et de sanction
- * Loi 2020-06 du 07 février 2020 portant Code gazier, avec valorisation du gaz pour le développement de l'économie nationale – renforcement mix énergétique et indépendance énergétique, réduction coûts
- * Loi 2019-03 du 1^{er} février 2019 portant (nouveau) Code pétrolier; objectifs: stimuler, activités d'exploration, développement et exploitation des hydrocarbures;
- * Loi 2019-04 du 1^{er} février 2019 relative au contenu local dans le secteur des hydrocarbures; objectifs: notamment, développement des chaînes de valeur de l'industrie pétrolière et gazière avec, notamment, transfert de technologie et de savoir –faire et R&D.

STRATEGIE ET PROJETS MAJEURS D'INVESTISSEMENT

Stratégie Gas to Power

Pour un développement de la production d'électricité à partir du Gaz visant à renforcer l'indépendance énergétique, la réduction du coût de l'énergie et contribuer à l'accès universel à l'Energie dès 2025 et à l'édification d'un hub industriel et énergétique.

Investissements majeurs

* En termes de développement des champs gaziers et pétrolier(s):

- GTA/Phase 1 CAPEX (avec BP/ KOSMOS) : 5,3 milliards USD (co-développé avec la Mauritanie) et Yakaar-Teranga/Phase 1 CAPEX : 1 à 2 milliards USD : FPSO, gazoducs, digue de protection, liquéfaction/FLNG, centrale électrique
- Sangomar/Phase 1 CAPEX (avec WOODSIDE) : 4,2 milliards USD: FPSO , pipeline, extension capacité raffinerie...

* En termes d'infrastructures de réception et transport du gaz

- Création RGS (en 2019)
- développement du réseau global, d'environ 427 km et d'un coût estimatif de 180 milliards FCFA
- Dont Programme prioritaire de réseau de gazoducs pour 130,2 km et 140,2 millions USD

* En termes d'infrastructures de production électrique

Centrales existantes

La capacité de production convertible au gaz est estimée, entre 400 MW et 530 MW

Besoin financement: 61 millions USD

STRATEGIE ET PROJETS MAJEURS D'INVESTISSEMENT

Nouvelles centrales

Cap des Biches (300MW/ 350 millions Euros), GTA/Saint Louis (250 MW/ estimés un peu moins de 210 milliards), Yakaar –Teranga/Mboro (300MW/283 milliards FCFA) Tobèen (105 MW/120 mds) et Contour Global (82 MW/92 milliards FCFA)

Dans le domaine de la promotion des énergies renouvelables, l'option inscrite dans la politique énergétique se concrétise avec 28,4% de part dans le mix énergétique, ce qui met le Sénégal en position de leader dans la sous region

Centrale IPP 150 MW éolienne de Taiba Ndiaye (160 milliards FCFA);
centrale IPP Malicounda (120 MW) pour 154 millions d'eurpos (un peu plus de 100 milliards FCFA)

Réalisation, pour près de 80 milliards, des centrales solaires Bokhol, Merina Dakhar Santhiou Mékhé, Sakal et Diass

*En termes de distribution électrique

Extension et fiabilisation du réseau électrique SENELEC de moyenne tension (MT), basse tension (BT) avec environ 400 M\$ du Compact 2 accordé au Sénégal sur la période 2019-2024.

IMPACTS DES INVESTISSEMENTS DANS LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ

L'énergie à un moindre coût grâce aux investissements améliore la compétitivité. Ce qui impacte positivement la croissance économique et la qualité de vie des populations.

Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), les secteurs pétroliers et gaziers devraient rapporter au Sénégal 6 à 7 % de point PIB sur 20 ans. Croissance de 10,1% projetée en 2023.

Cette forte évolution de la dynamique économique serait attendue avec des implications significatives sur les finances publiques. Le Sénégal, pourrait encaisser jusqu'à 500 Milliards de FCFA par an, pendant 30 ans pour les seuls gisements GTA et Sangomar.

Cette manne permettra d'envisager une transformation structurelle de l'économie à travers notamment une diversification des sources potentielles de croissances ainsi que les exportations.

En effet, la répartition des investissements au plan sectoriel doit favoriser la transformation structurelle de l'économie et surtout assurer une diversification des activités.

Cela contribuera à renforcer la résilience vis-à-vis des chocs de prix et réduira significativement les risques liés à une éventuelle dépendance par rapport aux ressources d'hydrocarbures.

En outre, la chaîne de valeur, allant des activités d'exploration à la commercialisation des produits en hydrocarbures, en passant par la production et le raffinage aura un impact positif sur l'économie grâce aux externalités positives en termes de sous-traitance, de création d'emplois, directs et indirects.

Ex: optimisation de la chaîne logistique du gaz avec récemment la mise en place du terminal gazier du Port Autonome de Dakar (PAD).

A la faveur des opportunités offertes par la loi sur le Contenu local, l'activité pétro-gazière peut également contribuer au développement du tissu industriel local avec la promotion des Petites et Moyennes Entreprises et Petites et Moyennes Industries (PME/PMI).

IV. ORIENTATIONS STRATEGIQUES ET PLAN DE FINANCEMENT

UNE STRATEGIE D'ENDETTEMENT PRUDENTE ET D'ACCOMPAGNEMENT DU SECTEUR PRIVE DANS LE CADRE DU PAP 2A

- Pour les prochaines années, l'Etat continuera de mettre en œuvre une stratégie d'endettement prudente privilégiant dans la limite du disponible les ressources concessionnelles, les financements en euros pour éviter le risque de change ainsi que la fixation des taux d'intérêt pour éviter l'impact négatif de la variabilité des taux sur le service de la dette.
- Pour donner de la place au secteur privé, un soutien accru sera apporté par l'octroi de garantie à des projets stratégiques présentant une rentabilité économiques et financière avérée
- Egalement, le renforcement du recours au marché intérieur sera préconisé pour contribuer à sa consolidation mais surtout de mieux gérer les vulnérabilités lié à la dette extérieure.

PLAN DE FINANCEMENT POUR 2023

○ DETERMINATION DU BESOIN DE FINANCEMENT

- ★ DEFICIT BUDGETAIRE PLFI 2021

1045,5

- ★ AMORTISSEMENT DU PRINCIPAL DE LA DETTE

1269,6 MDS FCFA

OPEX: 30 MDS

- ★ SOIT AU TOTAL

2 345,09 MDS FCFA

○ SOURCES DE FINANCEMENT

- ★ EMPRUNTS –PROJETS

435,6 MDS CFA

- ★ EMPRUNTS – PROGRAMMES

158 MDS CFA

- ★ REFINANCEMENT AIBD:251,2 MDS

- ★ EMPRUNTS SUR LES MARCHES

1600,27 (dont 100 milliards de Trésorerie)

